

—
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

—
Direction administrative et financière

—
Service des marchés

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

25DEV14

MISSION D'ACCOMPAGNEMENT METHODOLOGIQUE
POUR REALISER UN EXERCICE DE PROSPECTIVE DANS LE
CADRE DES TRAVAUX DU CESE

Référence du marché :

CAHIER DES CHARGES VALANT LETTRE DE CONSULTATION

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES :

LUNDI 12 MAI 2025 – 12 :00

Procédure adaptée

En application de l'article R. 2122-8 du Code de la commande publique

(Valeur estimée du marché inférieure à 60 000 euros HT)

1- Présentation du Conseil Economique Social et Environnemental

Troisième assemblée constitutionnelle de la République, le Conseil économique, social et environnemental (ci-après désigné « CESE », « acheteur » ou « Pouvoir adjudicateur »), regroupe des membres désignés par les principales associations de France, les syndicats de salariés, les organisations patronales et de nombreux acteurs de la société civile.

Représentant des dizaines de millions de Français.es, les membres du CESE sont immergés au cœur des problématiques de notre société et proposent des solutions innovantes et adaptées aux enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Le CESE est principalement investi de quatre missions :

- Conseiller le Gouvernement et le Parlement et participer à l'élaboration de la politique économique, sociale et environnementale ;
- Favoriser, à travers sa composition, le dialogue entre les catégories socioprofessionnelles dont les préoccupations, différentes à l'origine, se rapprochent dans l'élaboration de propositions d'intérêt général ;
- Contribuer à l'évaluation des politiques publiques à caractère économique, social et environnemental ;
- Promouvoir un dialogue constructif et une coopération avec les assemblées consultatives créées auprès des collectivités territoriales et auprès de ses homologues européens et étrangers.

Le conseil peut être saisi par le Gouvernement, le Parlement, par voie de pétition citoyenne ou bien s'autosaisir d'une thématique afin de rendre un avis, une étude ou une résolution sur le sujet.

Le CESE est en contact permanent avec les préoccupations des Françaises et des Français, à travers le travail de ses conseillers et des 700 préconisations annuelles qu'ils formulent. Ces préconisations contribuent à la mise en place des mesures effectives impactant le quotidien des citoyens.

Les membres du CESE participent à l'élaboration des travaux et des productions (avis, études et résolutions) qui sont ensuite adoptés lors d'assemblées plénières.

2- Présentation et contexte

- Publication d'un avis « Pour un modèle de société soutenable, durable et inclusive à l'horizon 2050 »

Dans un contexte marqué par le risque géopolitique et de profondes transformations environnementales, politiques, démographiques, géographiques, territoriales (avec une attention particulière pour les territoires ultramarins) et de ruptures technologiques, la société civile aspire à construire un modèle de société soutenable, durable et inclusive en permettant à chaque citoyenne et citoyen de trouver sa juste place dans la société, et de participer plus activement au débat public.

Cette saisine a été décidée par le Bureau du Conseil économique, social et environnemental. Elle est réalisée par une commission ad-hoc comprenant les membres du Bureau et un suppléant par groupe. Elle a pour objectif d'identifier les leviers de transformation d'un modèle qui doivent être interrogés et travaillés.

- Des travaux articulés autour de trois phases

Il s'agira d'abord de problématiser les tensions et les contradictions auxquelles nous sommes objectivement confrontés, à l'issue d'une première phase. Pour cela nous partagerons les données du modèle actuel notamment sur son financement, de ce qu'il permet et ne permet plus, de ce qu'il n'intègre pas, comparativement aux autres pays européens et de ce qu'il devrait intégrer. Dès le début de la réflexion, nous solliciterons les formations de travail pour qu'elles puissent identifier dans leurs travaux les sujets critiques à intégrer dans un futur modèle. Dans les RAEF de la mandature actuelle et précédente, en associant les CODEV, les CESER et si possible les remontées des cahiers de doléances, nous identifierons les principales priorités des Françaises et des Français qui semblent nécessaires pour dessiner les contours d'un futur modèle. Une assemblée plénière à la fin du premier semestre (mardi 24 juin) sera consacrée au partage des constats, à l'échange avec les groupes et les organisations qui composent le CESE, ainsi qu'à l'éclairage des débats par des grands témoins. Cette assemblée viendra clôturer cette première phase.

Lors d'une seconde phase dédiée à un exercice de prospective, qui démarrera avant la fin de la première phase, la commission bâtera des scénarios qui incluront les enjeux de financements et qui nous paraissent les plus utiles, en s'appuyant sur des travaux existants tendanciels ou de rupture. Sur la base de ces scénarios, les contours d'un futur souhaitable pourraient être identifiés. Pour atteindre cet objectif, les différentes stratégies et leviers d'actions seront soumis au débat, selon des modalités qu'il conviendra de définir ultérieurement, pour chacune des formations de travail en lien avec les groupes, pour réagir et identifier quels scénarios ou récits sont incontournables pour la société civile. Une seconde assemblée plénière le mercredi 29 octobre permettra à l'ensemble des membres du Conseil économique, social et environnemental de trouver les voies de passage ou les points de désaccord, pour un ou plusieurs scénarios.

La troisième et dernière phase sera constituée par la rédaction d'une interpellation de la société civile engagée au CESE et plus largement, vers la représentation politique, dans le cadre d'un avis. Cette troisième phase sera conclue par une dernière assemblée plénière le mercredi 14 janvier 2026 qui permettra de récapituler l'ensemble de nos travaux et de délivrer les messages clés du CESE pour définir un modèle de société soutenable et durable à l'horizon 2050.

3. Objectifs de la mission

Dans cette perspective, le CESE souhaite mener à bien un exercice de prospective en bénéficiant d'un accompagnement méthodologique. Cette démarche prospective permettrait de tracer un ou plusieurs chemins donnant un cap aux actions publiques pour identifier les leviers de transformations de notre modèle actuel, en poursuivant 5 objectifs centraux :

- permettre à chacun de vivre dignement de son travail grâce à une économie attractive et compétitive ;
- garantir un haut niveau de protection sociale et de solidarité réelles, pour chacune et chacun ;

- intégrer les limites planétaires, et les enjeux de transformation du climat et de la perte de la biodiversité ;
- préserver notre régime démocratique en laissant leur place aux acteurs de la société civile ;
- participer à maintenir la paix dans le monde dans le respect de la charte des Nations Unies et du droit international.

Pour réaliser ce travail de prospective, le CESE souhaite recourir à un opérateur externe expérimenté et spécialisé dans ce type d'exercice, en privilégiant une approche pédagogique et des méthodes d'animation qui permettent de valoriser l'expression de la société civile engagée.

4. Périmètre de la mission

Le cahier des charges de sa prestation serait le suivant :

4.1 OBJECTIFS ET ATTENDUS DE L'EXERCICE

Le prestataire sélectionné aura pour mission d'accompagner la commission dans l'élaboration des scénarios illustrant les futurs possibles d'un nouveau modèle de société soutenable à l'horizon 2050. Pour ce faire une approche pédagogique sera privilégiée pour proposer une méthodologie adaptée aux spécificités du Conseil, aux contraintes calendaires de la commission et aux objectifs finaux de la saisine.

Cet exercice de prospective pourrait se dérouler autour de trois étapes structurantes :

- Dans un premier temps l'identification des « variables principales » et des « facteurs critiques » correspondant aux paramètres les plus déterminants et sur lesquels notre capacité d'action au niveau français et européen au regard de l'évolution de notre modèle de société paraît la plus forte.
- Dans un deuxième temps, la documentation de ces variables et facteurs (définition, analyse des indicateurs pour apprécier leurs évolutions passées et à venir déclinés en plusieurs hypothèses).
- Dans un troisième temps l'exploration des combinaisons possibles entre les hypothèses émises sur chacune des variables et facteurs critiques pour aboutir au synopsis de quatre scénarios à l'horizon 2050.

Si aucun de ces scénarios ne pourra prétendre relater avec certitude l'avenir, l'une de leurs vertus sera d'illustrer le spectre des futurs possibles en tenant notamment compte de l'évolution probable des différents facteurs identifiés. L'avenir pourrait bien s'écrire en empruntant à l'un et à l'autre de ces scénarios qui constituent le « cône des possibles », en fonction des choix et des décisions publiques.

L'accompagnement se fera uniquement sur les aspects pédagogiques (= finalités d'un exercice de prospective) et méthodologiques (= méthodologie la plus adaptée pour parvenir aux objectifs fixés). La commission conservera l'entière maîtrise de la rédaction des scénarios et des orientations stratégiques qui en découleront.

L'étape finale pour la commission :

La méthode des scénarios est un outil et non une fin en soi, pour identifier les principaux enjeux de long terme et les défis à relever. L'étape suivante consistera donc pour la commission à identifier les leviers d'actions et les orientations stratégiques qui permettraient de tendre vers un avenir meilleur.

Articulation avec les formations de travail et éventuellement les dispositifs de participation citoyenne :

Durant la première phase dite de diagnostic partagé, la commission demande aux formations de travail de remonter quatre facteurs critiques issus des travaux effectués au cours de cette mandature et de la précédente, conformément aux orientations de la note de cadrage. Ce recensement permettra de nourrir l'identification des variables principales qui lance la première étape de l'exercice de prospective.

Au cours de la deuxième étape consistant à la documentation de ces facteurs critiques par le prestataire, la commission pourra mener de façon complémentaire des auditions qui enrichiront l'analyse de ces facteurs.

Lors de la troisième étape relative à l'exploration des combinaisons possibles pour élaborer le synopsis des scénarios, les vice-présidents des formations de travail en charge de la prospective pourront être associés à cette étape décisive (et aux étapes précédentes) pour assurer la transversalité des scénarios qui seront envisagés. Les scénarios ainsi élaborés pourraient être débattus dans le cadre des journées délibératives avec un groupe de citoyens tirés au sort pour recueillir leurs réactions et observations. L'ensemble de ces travaux sera présenté lors de l'assemblée plénière du 29 octobre. Le prestataire sélectionné pourra à cette occasion expliciter la méthode déployée pour répondre aux spécificités de la saisine.

La dernière étape qui consistera à identifier les leviers d'action et les orientations stratégiques pour parvenir à un modèle de société souhaitable d'ici 2050 seront déclinés dans un document final qui sera présenté dans le cadre de la dernière assemblée plénière du 14 janvier 2026.

La présentation de ces scénarios se fera donc dans le cadre d'une assemblée plénière qui se tiendra le 29 octobre 2025.

4.2 PERIODE ET PERIMETRE

L'exercice de prospective portera sur l'horizon 2050 avec un possible point d'étape à échéance 2030/2035. Il tiendra compte du contexte politique et géopolitique aussi bien à l'échelle nationale, européenne qu'internationale.

4.3 LIVRABLE

L'objectif n'est pas de livrer des scénarios prospectifs qui serait rédigé par le prestataire mais de bénéficier d'un accompagnement méthodologique pour permettre à la commission *ad-hoc* de conserver l'entière maîtrise de la rédaction.

4.4 CALENDRIER

L'exercice pourrait débuter dès le mois de mai par une audition du prestataire devant la commission *ad-hoc* pour présenter la prospective et la méthode envisagée pour un accompagnement satisfaisant. Cet échange permettra de mieux définir les attentes exprimées par les rapporteurs et les membres de la commission, et d'ajuster la méthode proposée pour s'adapter aux finalités de la saisine.

Par la suite, des points d'étape réguliers seront programmés au sein de la commission pour faire part de l'état d'avancement de l'exercice : identification, documentation et restitution des variables clés d'ici la mi-juillet 2025.

A partir du mois de septembre 2025, il conviendrait de programmer des réunions à intervalle régulier dans le calendrier prévisionnel de la commission *ad-hoc* pour travailler sur le synopsis des scénarios puis leur rédaction en format plénier ou dans le cadre d'ateliers interactifs.

L'objectif final demeure la présentation des scénarios lors de l'assemblée plénière du mercredi 29 octobre 2025.

4.5 CONDITIONS DE REALISATION

Un accompagnement par une équipe dédiée qui ait la capacité d'assurer les différentes phases d'élaboration des scénarios prospectifs.

5. Modalités d'exécution

5.1 DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée de 9 mois à compter de sa notification.

Un planning détaillé sera élaboré conjointement en début de mission.

La mission s'étendra entre mai 2025 et janvier 2026, afin d'accompagner les travaux jusqu'à la plénière du 14 janvier 2026

5.2 INTERLOCUTEURS

Le prestataire interagira principalement avec le référent dédié à la prospective au sein de la commission *ad-hoc*, Pierre Goguet, les rapporteurs Elodie Martinie-Cousty et Patrick Levy-Waitz, ainsi que l'équipe administrative et plus particulièrement Fabrice BERGERON.

5.3 ANALYSE DES OFFRES

Les offres seront évaluées selon les critères suivants :

Pertinence de la méthodologie proposée au regard du calendrier d'exécution imposé (30 %).

Références du prestataire (20 %).

Qualité de l'équipe dédiée (30 %).

Prix de la prestation (20 %).

5.4 CONTENU DE LA REPONSE ATTENDUE

Les candidats devront fournir :

Une note méthodologique détaillant leur approche pour répondre aux besoins exprimés.

Un calendrier prévisionnel des prestations.

Les CV des intervenants et leurs expériences pertinentes.

Des références sur des projets similaires.

Une proposition financière détaillée.

Le montant alloué à cette prestation est de de 60 000 euros HT maximum sur sa durée globale.

5.5 DEPOT DES OFFRES

Les réponses devront être transmises avant le 12 mai 2025 – 12 : 00.